



Paris, le 16 juin 2020

Communiqué

BOYCOTT du GT Négociations collectives

Solidaires ne siègera pas ce 16 juin au groupe de travail portant sur le projet d'ordonnance relative à la négociation collective.

Ce GT a pour objet la présentation du rapport sur la négociation collective rendu début juin et dont Olivier Dussopt souhaite la mise en œuvre avec notamment le développement accéléré des négociations collectives dans la fonction publique, en application de l'article 14 de la loi relative à la transformation publique, loi dont Solidaires demande toujours le retrait. Cette loi organise en effet une gestion flexible des ressources humaines, en remettant largement en cause le statut général de la fonction publique. Elle introduit des modalités de fonctionnement issues du secteur privé, en plaquant un modèle qui n'a aucun sens dans la fonction publique. De plus, les inégalités de traitement des fonctionnaires risquent d'être très fortes. Le but du gouvernement est de faire de la fonction publique une variable d'ajustement des réformes issues d'Action publique 2022 dont l'objet est de réduire la voilure des services publics par des restructurations tous azimuts, par des externalisations, privatisations et marchandisations du service public.

Le but est également de contourner les organisations syndicales en limitant le nombre d'organisations représentatives, niant les votes d'une partie des personnels et privilégiant bien entendu les organisations les plus « réformatrices ».

Une nouvelle fois à travers la mise en place de ce groupe de travail avant le Conseil Commun de la Fonction Publique du 25 juin qui aura à son ordre du jour le bilan de la crise, Olivier Dussopt et le gouvernement montrent leur volonté d'avancer et de continuer leur politique de destruction de la fonction publique et de toute possibilité de réaction collective.

Ce 16 juin est pour Solidaires une journée d'action : celle des soignant-es.

La crise sanitaire que nous traversons, a montré le caractère essentiel des services publics, en particulier du service public de la santé. L'hôpital public a joué un rôle central dans la résorption de la crise sanitaire. Les soignant-es ont été applaudis-es à juste titre tous les soirs.

Les soignant-es des hôpitaux et les travailleur-ses sociaux des EHPAD sont se trouvé-es confronté-es au Covid 19 en première ligne pendant la crise sanitaire. Ils et elles exigent maintenant la juste reconnaissance financière de leurs qualifications et compétences. Une prime ponctuelle et une médaille pour solde de tout compte ne répondent pas à leurs plus que légitimes revendications.

Ce 16 juin, ils sont dans la rue, dans les rassemblements et manifestations qui se déroulent partout en France.

Santé, travail social, l'heure est à la mobilisation !